



VILLE DE DRAGUIGNAN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A-2023- 1893

Richard STRAMBIO, Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 ;

Vu le Code pénal ;

Vu l'arrêté municipal n° 2008-066 du 15 janvier 2008 réglementant toute occupation commerciale sur le domaine public de la commune de Draguignan ;

Considérant le courriel du 30 août 2023 par lesquelles les Écoles Militaires sises Quartier Bonaparte –Draguignan (83007), représentées par le Commandant Rémy CORTEILLES, sollicitent une demande d'occupation d'une partie du trottoir du boulevard Georges Clemenceau, côté buste de Georges Clemenceau à Draguignan, domaine public communal, le mercredi 20 septembre 2023, dans le cadre d'une présentation de promotion de leur course d'obstacle qui se tiendra sur le terrain militaire Bergerol, dans le cadre de l'opération «Avec Nos Héros » ;

Considérant qu'il convient de prendre toutes les dispositions pour permettre un bon déroulement de cette animation sur le domaine public communal ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Les Écoles Militaires sises Quartier Bonaparte – 83007 DRAGUIGNAN représentées par monsieur CORTEILLES, sont autorisées à installer deux véhicules légers ainsi que divers dispositifs de jeux, sur une partie du trottoir du boulevard Georges Clemenceau, côté buste Georges Clemenceau à Draguignan, le **MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023**.

L'organisateur devra respecter les points suivants pour pouvoir s'installer :

- **Avoir du personnel pour sécuriser l'installation des véhicules,**
- **ne pas circuler sur les grilles entourant les arbres,**
- **mettre une protection au sol sous les véhicules afin d'éviter toute fuite d'huile sur le pavage,**
- **ne pas faire de giration sur place (marques de pneumatique).**

ARTICLE 2 : Les horaires de présence sur l'emplacement désigné à l'article 1er susvisé sont fixés comme tels : de 7h45 à 13h00.

L'organisateur est tenu de faire respecter l'environnement, de retirer tous les sacs poubelles, cartons, divers etc. à la fin de la manifestation, de les déposer dans un container prévu à cet effet, qui ne sera pas **obligatoirement sur le lieu de la manifestation** et de restituer les lieux en état de propreté à la fin de sa manifestation.

En cas de nécessité, ledit emplacement devra être libéré de toute occupation, à la demande de la commune de DRAGUIGNAN et ce, pour quel que motif que ce soit.

ARTICLE 3 : Le permissionnaire devra être en possession des documents régissant son activité en cours de validité. De même, il sera tenu de se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène, la salubrité et la sécurité publiques, ainsi qu'à toutes les mesures de police édictées par les lois, arrêtés et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente permission est personnelle et délivrée à titre précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée, louée ou prêtée même à titre gratuit. La commune de Draguignan se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la présente autorisation si le commerce présente un risque ou une gêne quelconque (sécurité, hygiène, bruit, travaux, réaménagements divers etc.), sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour quiconque.

ARTICLE 5 : La commune de Draguignan dégage entièrement sa responsabilité quant aux accidents et dommages de toute nature qui pourraient survenir du fait de l'occupation du domaine public par la pétitionnaire. Cette dernière est tenue de contracter une assurance en responsabilité civile couvrant l'ensemble de ses activités.

ARTICLE 6 : Conformément à la délibération n° 2018-185 du 18 décembre 2015, cette occupation temporaire du domaine public sera consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 : La non observation de l'une des dispositions énoncées dans le présent arrêté sera sanctionnée : procès-verbaux, retrait immédiat de l'autorisation à titre temporaire ou définitif.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des services techniques, Monsieur le Commissaire de police, Monsieur le Chef de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DRAGUIGNAN, LE

Pour le Maire, Président de DPVa,
L'Adjointe Déléguée,
Vice-présidente du Conseil Départemental,




Christine NICCOLETTI